



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 26 juin 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO ; et à partir de Goma, Mathias Gillmann, coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies ; et le Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Pour m'accompagner aujourd'hui ici à Kinshasa, le Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général Commins, et depuis Goma, le porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-Colonel Claude Raoul Djehoungo.

Pour commencer des nouvelles concernant la vie de la MONUSCO. Suite à la nomination de David Gressly en tant que Coordonnateur de l'ONU pour la réponse d'urgence à Ebola, François Grignon a été désigné pour le remplacer ad intérim dans ses fonctions de Représentant spécial adjoint en charge de la protection et des opérations.

Du changement également concernant le Représentant spécial adjoint, Coordonnateur résident, Coordonnateur humanitaire avec le départ de Kim Bolduc et l'arrivée de David McLachlan-Carr nommé par intérim.

La question sera développée par la Force dans quelques minutes mais aussi par Mathias. Je souhaiterais vous faire part de la très forte préoccupation de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, à propos de la situation actuelle dans la province de l'Ituri où l'on assiste à une recrudescence élevée des violations des droits de l'homme. Chaque jour des personnes sont tuées, des maisons sont brûlées et des villages sont pillés entraînant le déplacement de dizaines de milliers de Congolais qui n'aspirent qu'à vivre en paix.

La MONUSCO apporte son soutien aux autorités congolaises ainsi qu'aux forces de sécurité du pays afin que cessent ces violences qui endeuillent une province qui était pourtant sur le point de tourner la page du conflit avec le projet sur le point d'aboutir de dépôt des armes par les combattants du FRPI.

Nous appelons les communautés à ne pas tomber dans le jeu macabre des auteurs de troubles. Ici, comme dans d'autres provinces et territoires de la République démocratique du Congo où sont commis des actes de violence, il est crucial que les responsables de ces violations puissent répondre de leurs actes et être jugés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

On se rendra tout à l'heure à Goma pour avoir l'éclairage de Mathias qui revient d'une mission dans l'Ituri avec le nouveau Représentant spécial adjoint, Coordonnateur humanitaire, Coordonnateur résident et le chef de la Police MONUSCO et le Général Commins lui-même était la semaine dernière à Djugu. Donc on va y revenir.

Mais je vais vous parler maintenant des autres actualités. Je voudrais également partager avec vous aujourd'hui un très beau texte écrit par le Secrétaire général de l'ONU sur un sujet terrible : les discours de haine.

Cette tribune d'António Guterres est publiée au moment où il vient d'inaugurer la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine.

Le Secrétaire général constate qu'une rhétorique de plus en plus odieuse est dirigée non seulement contre des groupes religieux, mais aussi contre certaines minorités, contre les migrants, contre les réfugiés, contre les femmes, et de façon plus générale contre celle ou celui qu'on appelle « l'autre ». Il écrit qu'alors que les discours de haine embrasent le monde, les médias sociaux sont exploités pour véhiculer le sectarisme et que dans les démocraties libérales tout comme dans les régimes autoritaires, la haine est descendue sur la place publique, faisant planer une ombre menaçante sur notre humanité commune.

Le Secrétaire général rappelle qu'aux Nations Unies, nous considérons que les discours de haine portent atteinte à la tolérance, à l'inclusion, à la diversité, et à l'essence des normes et des principes des droits de l'homme.

De façon plus générale, ils sapent la cohésion sociale, érodent les valeurs communes, apportent le terreau de la violence et font reculer la cause de la paix, de la stabilité, du développement durable et de la dignité.

C'est la raison pour laquelle le Secrétaire général lance un appel à tous, les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les médias, car nous avons tous un rôle important à jouer dans la lutte contre les discours de haine, laquelle n'équivaut pas à limiter ou interdire la liberté d'expression.

Cela signifie plutôt qu'il faut empêcher les discours de haine de se muer en fléaux plus dangereux encore, en particulier les incitations à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, qui sont interdites par le droit international.

Vous retrouverez l'intégralité de cette tribune dans les documents remis à l'issue de cette conférence de presse. Je vous encourage vivement à la partager avec vos lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

250 enfants sortis des groupes armés dans le Nord-Kivu début mai viennent d'être réunifiés avec leurs familles avec le soutien de la MONUSCO.

Entre leur démobilisation et la réunification, les enfants ont reçu des soins médicaux et une assistance psychosociale afin de les aider à surmonter leurs traumatismes.

Des kits de démobilisation qui contiennent notamment des chaussures, des articles d'hygiène et des vêtements leur ont également été remis et un certificat attestant de leur démobilisation leur a été attribué.

On le sait, la place des enfants n'est pas au sein des groupes armés, mais dans leur famille et à l'école. Personne n'a le droit de voler son enfance aux garçons et aux filles.

Ici en RDC, nous sommes dans un pays où, grâce à l'effort conjugué des Nations Unies et des autorités nationales, on a réussi à ce que l'armée ne recrute plus d'enfants. Il s'agit maintenant d'atteindre les mêmes objectifs avec les groupes armés.

Nous restons dans le domaine de l'actualité sécuritaire puisque nous nous rendons maintenant à Goma où nous retrouvons le porte-parole militaire de la MONUSCO qui va revenir sur les faits marquants de l'actualité sécuritaire de ces derniers jours. Colonel, c'est à vous.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo] : Notre priorité est la province de l'Ituri où la situation sécuritaire reste fragile dans les territoires de Djugu, Mahagi, Bunia et environs en raison de la violence qui continue de meurtrir les populations. Le dispositif de la Force a été renforcé sur place par la mise en place d'une compagnie supplémentaire et des hélicoptères d'attaque dans un triple objectif ; il s'agit notamment de continuer d'assurer la protection des populations par une présence préventive et dissuasive ; de faciliter l'accès de l'aide aux personnes déplacées internes qui en ce moment en ont grand besoin et, enfin, d'être aux côtés des FARDC qui combattent les auteurs des violences.

C'est dans ce cadre que le commandant adjoint de la Force, le Général de Division Bernard Commins, s'est rendu à Bunia le 20 juin 2019 pour rencontrer les hautes autorités civiles, militaires et religieuses dans le but de réévaluer la situation afin d'identifier les mesures militaires à prendre par la Force. Il convient de rappeler que notre dispositif dans la zone est d'un millier d'hommes environ pour couvrir un territoire de plus de 65 658 km², soit l'équivalent de deux fois la Belgique.

La MONUSCO est résolue à tout mettre en œuvre pour appuyer les autorités civiles et militaires dans leur engagement à ramener la paix et la stabilité dans cette région.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire des deux semaines écoulées dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans le territoire de Beni, il convient de signaler l'attaque meurtrière lancée le 16 juin 2019 par les ADF sur la position des FARDC dans la localité de Mwalika (37 km au SE de Butembo). De même, le 24 juin 2019 aux

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

environs de 10h15, des assaillants Lendu ont attaqué des civils dans le village de Rule, (19 km à l'est de la base temporaire de la MONUSCO située à Loda). L'action de la Force s'est poursuivie par des patrouilles coordonnées avec les FARDC en vue de restreindre la liberté d'action des groupes armés qui sévissent dans la région.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la situation reste très fragile. Toutefois, nous avons noté avec un grand intérêt le mandat d'arrêt émis contre le chef rebelle Guidon clairement identifié comme étant le responsable lié aux graves violations des droits de l'homme enregistrées depuis des mois, comme le stipule le mandat émis à son encontre. La MONUSCO apportera tout son soutien aux autorités pour que l'intéressé soit appréhendé.

Dans la province du Sud-Kivu, on note que la situation est moins tendue. En plus des patrouilles de dissuasion conduites sur les différents axes, des escortes sont fournies aux personnels des sections civiles de la MONUSCO dans l'accomplissement de leurs missions de soutien. Le secteur recourt à de nombreux déploiements de petits détachements pour prévenir les menaces contre les populations civiles.

Dans la région des Kasai, nous avons repositionné un certain nombre de nos détachements mobiles pour affirmer davantage notre présence dans les zones devenues plus sensibles en raison des attaques récurrentes de ces derniers jours.

Au titre de la coopération civilo-militaire, les unités de la MONUSCO poursuivent dans de nombreuses localités la formation des jeunes en leur dispensant des cours d'anglais et d'informatique. Les interactions avec les leaders d'opinion, les assistances médicales gratuites et les diverses constructions d'ouvrages de distribution d'eau potable se poursuivent également.

Enfin, notre présence et nos messages ont permis la reddition de certains combattants qui, revenant à la raison, se rallient à la cause de la paix. Ainsi, durant les deux dernières semaines, un total de **25** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels un enfant soldat se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vous remercie. Général Commins, nous l'avons signalé, vous étiez dans la province de l'Ituri la semaine dernière, est-ce que vous auriez quelque chose à ajouter à propos de ce que vous avez vu et des actions de la Force ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci beaucoup et bonjour chers auditeurs, mesdames et messieurs les journalistes. Effectivement, je me suis rendu dans cette zone meurtrie la semaine dernière où j'ai rencontré Messieurs le Gouverneur et le Vice-gouverneur. J'ai rencontré également l'évêque des lieux et j'ai eu également des entretiens avec les membres du bureau de la MONUSCO qui sont à Bunia.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Nous avons une situation comme cela a été dit et comme cela préoccupe notre Représentante spéciale, une situation extrêmement grave, qui est plus grave sans doute que celle que nous avons connue l'année dernière en raison de l'existence d'un groupe armé qui a été clairement identifié, localisé et qui est reconnu par tous ceux que j'ai pu rencontrer comme étant celui aujourd'hui qui est l'instigateur et l'acteur d'une violence inacceptable.

Comme cela a été évoqué par le porte-parole militaire, je crois pouvoir dire que nous avons affaire désormais à trois fronts dans cette zone.

Le premier front est celui qui est celui de notre mission de protéger les civils. Et pour cela, avec toutes les ressources qui étaient disponibles dans le secteur Nord : le bataillon de déploiement rapide du Bangladesh et le bataillon marocain qui étaient dans cette zone. Je leur ai donné l'ordre de mettre en œuvre 100 % de leurs moyens.

Et tant qu'ils n'auraient pas mis en œuvre 100 % de leurs moyens, je n'aurais pas accordé de renfort. Ils l'ont fait et la situation est d'une telle gravité que la nécessité d'un renfort est apparue très rapidement. Raison pour laquelle, une compagnie uruguayenne a été détachée. Elle est actuellement en cours de finalisation de mise en place par un pont aérien dans le but de contribuer à mettre en place des détachements visant à rassurer et sécuriser les populations.

Je vous donne un exemple. Nous avons un petit détachement qui était initialement d'une quarantaine d'hommes à côté de la localité de Roe et nous avons vu arriver à côté de nos soldats de l'ordre de 5 à 8 000 personnes déplacées en une journée. Ce qui montre bien que ces gens cherchent protection et que nous avons pu leur offrir ce premier rideau de protection.

Le deuxième front sur lequel nous sommes aujourd'hui au combat, si je peux dire, c'est celui de donner toute notre assistance et notre aide possibles pour permettre l'acheminement rapide de l'assistance humanitaire dont ces gens ont cruellement besoin. Des femmes, des enfants n'ont plus de maisons, n'ont plus d'écoles, n'ont plus rien et il est urgent que l'assistance humanitaire puisse leur être livrée dans une zone où la violence est encore présente. Ceux qui transportent cette assistance humanitaire qui sont des conducteurs des camions congolais, nous avons l'obligation de leur offrir la sécurité nécessaire et donner cette assistance nécessaire pour qu'ils puissent atteindre les camps des personnes déplacées et donner cette assistance. Nous engageons beaucoup de moyens militaires pour ce faire, et c'est le deuxième volet.

Le troisième volet de notre mission, c'est celui de l'appui à nos camarades militaires congolais qui sont engagés directement contre ce groupe armé qui a été localisé et identifié et contre lequel ils ont entrepris une opération militaire à laquelle nous apportons notre concours.

Concours qui est celui si nécessaire d'aider à évacuer nos camarades militaires congolais blessés. Concours qui est celui de les aider à recueillir l'information sur l'endroit où se trouvent ces gens, ces

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

groupes armés, leurs mouvements, ce qui nous intéresse aussi, puisque nous aussi, nous en avons besoin de savoir ce qui se passe pour pouvoir adapter notre mission de protection des populations.

Concours aussi, pour aider lorsque c'est nécessaire, les troupes congolaises engagées au combat soit à faire sauter un verrou, soit les aider à se désengager et à repartir. Ce que nous avons fait hier et ce que nous avons fait aujourd'hui avec l'emploi de nos hélicoptères d'attaque pour leur permettre de faire sauter un point qui était difficile à franchir et sur lequel ils butaient et contre lequel ils avaient un contact, si je peux dire.

Et donc, nos hélicoptères d'attaque sont sur zone et ils ont fourni cet appui indispensable.

Donc voilà pour faire bref, les trois fronts sur lesquels nous sommes engagés.

Pour conclure, je dirai que les analyses qui nous ont été partagées par les autorités, M. le Gouverneur Bamanisa, l'évêque ou le chef de bureau [de la MONUSCO], ces analyses concordent. Il y a bien malheureusement, de longue date, des tiraillements entre ces communautés, entre les communautés qui vivent là.

C'est un problème qui doit trouver des solutions de long terme et les autorités de ce pays y travaillent. Maintenant là-dessus est venu se greffer cette année ce groupe violent qui a meurtri toutes les communautés. Ce n'est pas une communauté plus que l'autre. Toutes les communautés ont été victimes de la violence de ce groupe. Les FARDC en ont été également victimes et nous-mêmes, nous avons essuyé une embuscade sur une patrouille la semaine dernière et des tirs contre nos hélicoptères.

Donc, conformément à nos règles d'engagement, elles nécessiteront et seront justifiables de la riposte militaire qui s'impose.

Voilà, ce que je pouvais dire pour vous donner un peu un éclairage sur notre vision de ce qui se passe et ce que nous faisons

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci, Général et pour être tout à fait complets sur la question, nous allons entendre maintenant Mathias Gillman, qui représente les agences, fonds et programmes des Nations Unies, qui arrive de Bunia et qui se trouve actuellement à Goma. Mathias, c'est à vous.

Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, bonjour Florence, bonjour à tous à Kinshasa.

Nous revenons tout juste de Bunia et d'une visite dans le territoire de Djugu. Le nouveau Coordonnateur humanitaire et Représentant spécial adjoint du Secrétaire général par intérim, David McLachlan-Karr, était

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

accompagné par le Chef de la Police des Nations Unies, le Général Awale Abdounasir, pour cette première visite depuis qu'il a pris ses fonctions.

M. McLachlan-Karr est arrivé la semaine dernière en République démocratique du Congo, en remplacement de Kim Bolduc, qui est partie pour de nouvelles responsabilités au Pérou. Auparavant, M. McLachlan-Karr, qui est de nationalité australienne, était en poste en Guinée-Bissau.

Face à la situation alarmante en Ituri, le nouveau Coordonnateur humanitaire a tenu à se rendre tout de suite dans le territoire de Djugu pour évaluer la situation et rencontrer des personnes récemment déplacées par les violences.

Il s'est rendu avec le Chef de la Police à Roe où la MONUSCO a établi une de ses bases temporaires, tenue par le contingent du Bangladesh, comme vient de l'évoquer le Général Commins.

A proximité directe de cette base, 18 000 personnes sont actuellement rassemblées après avoir fui les violences. La délégation a échangé avec cette population en quête de protection, qui est démunie de tout : ni nourriture, ni abri, ni eau potable. La délégation a également rencontré le chef de la collectivité Bahema Nord pour évaluer la situation dans cette zone.

De retour à Bunia, M. McLachlan-Karr et le Général Awale ont également rencontré le Gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa, et le Conseil de sécurité provincial, ainsi que des représentants de la société civile, pour discuter de la détérioration de la situation et de l'augmentation du nombre de déplacés ces dernières semaines. La réponse humanitaire pour venir en aide à ces déplacés se met en place malgré de sérieux problèmes d'accès aux zones touchées, comme l'a également évoqué le Général.

Hier, un convoi du Programme alimentaire mondial de cinq camions avec à leur bord 126 tonnes de nourriture a été escorté par la MONUSCO vers Drodro pour une distribution à plus de 77 000 personnes. 100 autres tonnes de nourriture avaient pu être acheminées en urgence il y a quelques jours dans cette localité. Une équipe d'évaluation rapide multisectorielle, composée du Programme alimentaire mondial, du Haut-Commissariat aux réfugiés, de l'UNICEF et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, s'est jointe à l'escorte pour Drodro où elle est arrivée aujourd'hui également. Cette évaluation vise à identifier les besoins humanitaires et à avoir une meilleure idée du nombre exact de populations concernées.

Le Coordonnateur humanitaire, M. McLachlan-Karr, a souligné la nécessité pour la communauté humanitaire d'agir vite face à l'extrême vulnérabilité des déplacés, notamment en matière d'assistance médicale, d'accès à l'eau et à l'assainissement. Mais si l'assistance humanitaire est cruciale, la priorité reste de garantir la sécurité des populations civiles, et de permettre leur retour dans leurs villages d'origine, comme le souhaitent les déplacés.

En plus de la situation alarmante à Djugu, le HCR continue sa réponse d'urgence à Nobili dans la province du Nord-Kivu, près de la frontière avec l'Ouganda. Une réponse impliquant plusieurs agences onusiennes et ONG a été mise en place, afin de répondre aux besoins de plus de 94 000 déplacés qui ont été enregistrés à Nobili et dans les localités aux alentours. Depuis début juin, le HCR a pu porter assistance à plus de 25 000 personnes déplacées et membres de la communauté hôte en fournissant des articles ménagers essentiels et en mettant en place des comités de protection dans les localités les

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

plus affectées. Les besoins restent énormes, notamment en termes de santé et d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

[Par ailleurs], je voulais également vous indiquer que la Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI) rendra son jugement dans l'affaire Le Procureur c. Bosco Ntaganda lors d'une audience publique le 8 juillet 2019 à 10 heures (heure locale de La Haye), 09 heures (heure de Kinshasa), au siège de la Cour à La Haye (Pays-Bas).

Lors de l'audience, la Chambre de première instance annoncera si elle déclare Bosco Ntaganda innocent ou coupable, au-delà de tout doute raisonnable, des charges portées à son encontre.

Vous pourrez suivre cette audience en direct à 9 heures donc, lundi prochain sur le site Internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Mathias. Nous allons tout de suite sans tarder aborder la session des questions-réponses. Nous avons été un peu plus longs dans nos propos liminaires, mais nous avons beaucoup de choses à partager avec vous et nous souhaitons être le plus complet possible. On commence à Kinshasa.

Question 1

Benoît Kambere/ Echos de la Région des Grands Lacs & L'Emergence : Mon Général, je voudrais m'adresser à vous. Ce n'est pas tous les jours que nous avons la chance de vous avoir. Vous venez de brosser un tableau catastrophique, j'allais dire, de la situation en Ituri mais vous avez parlé d'un groupe que vous ne qualifiez pas et que vous ne nommez pas qui s'attaque à tout le monde. J'ai constaté que vous n'avez parlé ni de Lendu, ni de Hema. Ce groupe serait-il un groupe qui vient d'ailleurs ou serait-il un groupe qui est composé et des Lendu et des Hema, ou d'une de ces ethnies, parce qu'apparemment, vous ne voulez pas parler d'un conflit ethnique dans l'Ituri ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci pour cette question. Nous ne parlerons effectivement pas, dans ces circonstances, d'un conflit ethnique. Il y a eu des dissensions, ce sont des choses qui sont connues. Comme je le disais, beaucoup de travail est fait par les autorités de ce pays pour aplanir les tensions qui existent entre différentes communautés, c'est un travail de longue haleine.

Mais là très clairement, on a ce groupe. Pourquoi est-ce que je ne le qualifie pas, pourquoi est-ce que je ne lui donne pas un nom ? Donner un nom, c'est donner une légitimité.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Or, comme j'ai pu le dire à l'issue de mon entretien avec Monsieur le Gouverneur sur les ondes de Radio Okapi, nous avons affaire à des criminels, à des meurtriers, à des assassins qui ont tué des femmes et des enfants. Des enfants qu'on a trouvés en tenue d'écolier alors qu'ils se rendaient à l'école.

Donc donner un nom à un groupe dont les gens savent très bien quelle est l'origine et quelle est la localisation géographique, quelle est l'origine [c'est-à-dire], où est-ce qu'il se situe aujourd'hui. Lui donner un nom, c'est lui donner une forme d'existence. Ces gens-là ne méritent que d'être traduits en justice et de répondre de leurs actes.

Donc, ce groupe est très actif aujourd'hui. Et c'est vraiment là-dessus qu'avec les militaires congolais, nous faisons tout l'effort possible pour les mettre hors d'état de nuire. Voilà ce que je peux répondre aujourd'hui et vous m'excuserez de rester sur ce modèle. Mais il faut d'abord considérer que oui, c'est un groupe armé mais tuer comme ça, de la nuit au lever du jour, des innocents à la machette... Ce sont des gens qui ne méritent vraiment pas qu'on les qualifie autrement que comme un groupe armé.

Question 2

Patrick Félix Abely/ CNN & Afriqueinfos (Goma) : Mon Général, vous avez effectué cette mission, nous [revenons] sur cet aspect de Djugu, la MONUSCO est vraiment un observateur indépendant de la situation qui se passe au pays en dépit de son accompagnement. Qui sont les vrais tireurs de ces ficelles dans ce conflit de l'Ituri ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci également pour cette question. Il est difficile d'identifier les tireurs de ficelles, il est difficile de dire « c'est un tel ou un tel qui tire les ficelles ».

Toutes les communautés sont victimes de la violence qui se développe, qui est aujourd'hui visible dans l'Ituri. Donc, je ne peux pas dire que c'est telle communauté qui tire telle ficelle pour aller s'attaquer à son voisin. Il y a eu des affrontements entre des gens des villages voisins, cela a été identifié. Ce sont des réactions disproportionnées de violence qu'il faut faire cesser. Et tout le monde y travaille. Le Gouverneur et toutes les autorités que j'ai pu rencontrer travaillent d'arrache-pied pour qu'on ramène la paix, que les gens retrouvent la raison, la sagesse.

On ne peut pas dire aujourd'hui qui est celui qui tire les ficelles derrière cela. C'est sans doute prématuré. Il y a, vous le savez, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme qui a la responsabilité d'essayer d'identifier dans toute la mesure du possible qui a été l'acteur de ces violences ? Parce que notre responsabilité aussi, de par notre mandat, c'est d'aider la justice congolaise à juger ceux qui auront été identifiés comme étant coupables de violence.

Donc, il est prématuré de dire aujourd'hui que c'est un tel ou un tel mais ce qui est exact, ce qui est vrai, c'est qu'il y a un groupe extrêmement violent qui doit être mis hors d'état de nuire. Et hors d'état de nuire, ce n'est pas que l'usage brutal de la force, c'est aussi de le ramener à la raison.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'usage de la force, c'est l'ultime solution et il y a du travail aussi, je peux vous le dire, qui est fait par les autorités pour ramener à la raison ceux qui aujourd'hui sont entrés dans cette spirale de violence qu'il faut faire cesser.

Question 3

Glody Murhabazy/ UB FM & 7sur7.cd (Goma) : Mon Général ou alors Mme Florence Marchal, la MONUSCO se réjouit du mandat d'arrêt contre le chef rebelle Guidon. C'est une personne qui a été vraiment à la base de l'insécurité ici en province du Nord-Kivu, mais malgré toutes les opérations militaires, la MONUSCO n'a pas réussi à vraiment stabiliser et à arrêter M. Guidon. Maintenant, qu'est-ce que la MONUSCO va faire pour aider la justice congolaise à arrêter M. guidon ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : En effet concernant le mandat d'arrêt qui a été émis à l'encontre de M. Guidon, l'auditeur militaire supérieur opérationnel du Nord-Kivu qui a lancé ce mandat d'arrêt le 7 juin dernier, je vous le rappelle, a sollicité l'aide de la MONUSCO pour l'exécution de ce mandat. Un mandat pour crime contre l'humanité pour viol, crime de guerre pour recrutement d'enfants et participation à un mouvement insurrectionnel.

Il s'agit d'un développement positif pour la sécurisation de la province et pour la lutte contre l'impunité au vu des nombreuses atteintes aux droits de l'homme commises par le groupe NDC/ R dans le Nord-Kivu. Depuis le début de l'année, près de 300 allégations de violences sexuelles liées au conflit ont été rapportées dans le territoire de Masisi.

Et le Bureau conjoint des droits de l'homme a vérifié 111 cas entre janvier et avril dernier, dont la moitié sont imputables au NDC/ R.

Donc, oui, nous allons accompagner la justice congolaise et la justice militaire pour pouvoir exécuter ce mandat et nous avons auparavant effectué un plaidoyer pour que ce mandat soit émis.

Question 4

Jael Mulowayi/ Actu30 : Mon General. Ma question s'adresse au Général. Vous venez de peindre un tableau sombre de la situation en Ituri. Ma question est de savoir, avec le retrait des troupes de la MONUSCO, le budget alloué à la MONUSCO réduit à la baisse, contrairement à d'autres mandats, est-ce que la MONUSCO est en mesure de faire face à cette situation d'insécurité qui sévit à l'est de la RDC ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Général [vous permettez], je vais juste donner une précision par rapport à votre question. Vous dites que notre budget [est] revu à la baisse contrairement à d'autres mandats, non, toutes les Missions de maintien de la paix dans le monde voient leurs budgets réduits.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Tout d'abord, notre budget pour le cycle budgétaire prochain, nous le connaissons définitivement le 30 juin. Les Etats Membres voteront notre budget dans les jours prochains et nous saurons exactement quel sera l'avenir.

Ce qu'il en est aujourd'hui, c'est que oui, vous savez, nous avons perdu des capacités l'année dernière. Mais aujourd'hui, la structure de la Force telle qu'elle existe, en particulier dans le Nord-Kivu, avec le bataillon de déploiement rapide du Bangladesh, le bataillon marocain, elle est inchangée.

Alors, que vous dire sur ce que sera l'avenir ? Pour nous, l'approche est la suivante : nous devons mettre l'effort là où cela est nécessaire. Et cela veut dire que même si demain nous devons faire face à des réductions supplémentaires, notre mandat nous oblige à mettre l'effort là où ce sera nécessaire. Et très clairement aujourd'hui, la zone de l'Ituri justifie que nous y fassions effort.

Raison pour laquelle, une compagnie de la réserve de la Force, une compagnie uruguayenne a été déployée dans cette zone.

Il est vrai aussi que nous faisons face à cette situation avec les ressources que nous avons. Vous avez vu [entendu] dans les propos liminaires du porte-parole [militaire], la zone dans laquelle nous travaillons, c'est deux fois la surface de la Belgique, avec environ mille hommes.

Cela est une réalité et c'est avec cela que nous devons compter et aussi avec l'appui des militaires congolais qui ont, avec la police, la première responsabilité de la sécurité sur le territoire du Congo.

Un jour viendra certainement où la MONUSCO partira. Et donc, ce jour-là, ce sera effectivement aux autorités de police et aux autorités militaires d'assurer la totale sécurité.

Donc, quel que soit le format de la Force, l'approche est la suivante : nous devons, comme nous le demande notre mandat, être flexibles et réactifs. Pour ce faire, concentrer les efforts là où la situation l'exige. Aujourd'hui, c'est l'Ituri.

Deuxième chose, grâce à ces bataillons de déploiement rapide, -nous en avons cinq désormais,- cet outil-là qui doit nous permettre cette réaction rapide, pour nous permettre d'envoyer des forces là où c'est nécessaire au bon moment. Voilà ce que je peux répondre à votre question.

Question 5

Albert Omba/ Numerica TV : Mon Général, la situation de l'Ituri reprend de plus belle mais vous ne localisez pas les vrais commanditaires. Heureusement, vous dites que ce n'est pas une guerre tribale [conflit ethnique]. Est-ce que cette situation reprend parce que tous les anciens protagonistes de l'Ituri ont été arrêtés et jusqu'aujourd'hui, il y a au moins trois qui sont devant les juridictions congolaises. Je parle de Djabu, Germain Katanga, et de Thomas Lubanga qui n'a pas encore terminé son emprisonnement à La Haye.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Est-ce que la conférence du Centre Nganda qui a mis ensemble tous les enfants de l'Ituri a échoué ou il faut reprendre les mesures militaires pour mettre fin à la situation de l'Ituri ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci pour votre question qui évoque deux choses en fait : le bien-fondé ou la nécessité d'avoir des mécanismes de dialogue et l'emploi de la force militaire. Il ne faut pas séparer les deux, les deux vont de pair. Le mécanisme de dialogue auquel vous faites référence a porté des fruits et il ne faut pas jeter à l'eau tout ce qui a été fait.

Cela a porté des fruits, peut-être fallait-il aller au-delà de ce qui a été discuté pour avoir une solution, je dirais, durable, parce que derrière cela, quels sont les autres sujets qu'il faut mettre en évidence ? Ce sont ceux du développement, ce sont ceux de l'accès aux ressources, ce sont ceux de la sécurité alimentaire, ce sont de la sécurité de déplacement, etc.

Donc, le dialogue, il faut l'encourager même si ici ou là il y a des résurgences de violence, il ne faut pas dire que le dialogue a échoué. Le dialogue a porté des fruits ne serait-ce qu'en permettant d'avoir une période où les choses se sont apaisées.

Donc, maintenant il s'agit d'identifier très précisément pourquoi les choses ont à nouveau dérapé

Et cela nécessite une analyse qu'il n'est pas possible de faire en quelques semaines après que la violence ait à nouveau éclaté, première chose.

Deuxième volet, celui de l'action militaire, je l'ai dit à de nombreuses reprises, elle est nécessaire et il faut la mettre en œuvre lorsqu'elle est nécessaire. Et l'action militaire ne peut jamais être envisagée de manière isolée. Elle doit appuyer, elle doit donner aussi parfois l'espace pour un dialogue. Il faut savoir de temps en temps faire comprendre par la force qu'il est temps d'arrêter pour permettre la réouverture d'un dialogue.

Donc, les deux vont ensemble. Le dialogue est prioritaire, l'action militaire doit intervenir lorsque cela est nécessaire.

Question 6

Austère Malivika/ VOA, ITV, SABC (Goma): Mon Général, je voudrais savoir la situation de Minembwe, c'est au Sud-Kivu où les Banyamulenge avec d'autres groupes armés locaux se battent depuis cinq jours dans les collines de Minembwe. Comment est la situation aujourd'hui ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Merci, c'est effectivement un sujet d'attention que nous avons. J'ai été moi-même alerté par le commandant de la zone de défense sur la reprise d'affrontements dans cette zone-là. Comme vous le savez, nous avons une brigade qui est déployée dans cette zone avec des bataillons et un bataillon de déploiement rapide

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

en particulier qui a reçu également, suite aux informations que nous avons reçues, l'ordre de déployer des détachements de manière à pouvoir éviter que cette violence ne se répande davantage.

Les militaires congolais sont bien évidemment, je dirais, en première ligne sur ce genre de situation. Nous leur avons déjà apporté, dans cette zone de Minembwe, l'assistance dont ils ont eu besoin et qui a été fournie il y a maintenant plus d'un mois.

Et il est évident que si les militaires congolais demandent une assistance spécifique, et bien nous étudierons et nous apporterons l'assistance qui est demandée.

Mais c'est effectivement un front qui est à nouveau actif depuis quelques jours, sur lequel nous avons déployé des ressources et nous sommes en liaison étroite avec les militaires congolais pour voir comment arriver à faire cesser cette reprise de violence également dans cette zone.

Question 7

Venant Vudisa/ RTNC : Oui, la Représentante spéciale qui est très préoccupée par rapport à la situation de l'Ituri. Il en est de même pour le Secrétaire général qui est préoccupé par les mouvements qui embrasent le monde. Mais ma principale préoccupation, c'est l'ultimatum lancé par la population du Haut-Uele à l'endroit des éleveurs Mbororo qui doivent quitter absolument leur territoire, sinon le pire va s'en suivre. Je ne sais pas, quelles sont les mesures prises au niveau de la communauté internationale afin d'éviter le pire ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Le sujet des éleveurs Mbororo n'est pas nouveau, il s'agit là de nomadisme, d'une transhumance pastorale qui est cyclique et qui a effectivement des impacts négatifs sur la stabilité et la sécurité de la région du Haut-Uele en particulier.

L'approche dont j'ai entendu parler puisque je ne suis pas directement impliqué dans ce dossier est une approche régionale. On ne peut pas mettre fin à un cycle de cette nature sans avoir des approches régionales qui vont au-delà des frontières du pays, des frontières de la RDC, pour que ceux qui sont ces nomades puissent éventuellement avoir accès à des pâturages mais dans des conditions qui leur seront bien précisées et qui ne porteront pas atteinte à la stabilité de la région dans laquelle ils vont arriver. Avant d'arriver en RDC, ils traversent la République Centrafricaine.

Et donc, ce que je peux simplement dire, c'est qu'il y a des travaux pour une approche régionale pour gérer ce qui est transhumance qui est un fait très ancien, qui n'est pas nouveau et qui est, je dirais, de tradition établie depuis plusieurs centaines d'années sans doute. Voilà donc, c'est ce que je peux vous dire, je n'ai malheureusement pas accès directement à ce dossier, je sais qu'il y a des travaux régionaux pour essayer de gérer cette situation.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 8

Mamytha Bangulu/ RTNC : J'ai une petite préoccupation à poser à Mme Florence Marchal. Des voix se lèvent pour condamner l'invalidation par la Cour constitutionnelle de plusieurs députés de l'opposition, quelle est la position de la MONUSCO face à cette dénonciation ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je crois qu'on en avait déjà parlé à la conférence de presse il y a deux semaines. La première partie de la réponse sera de dire que la MONUSCO ne commente pas les décisions de justice du pays et n'a pas à se mêler à ces décisions de justice. Maintenant une chose est certaine, c'est que le climat de confiance auquel on avait tous appelé avant les élections et qu'on avait cru atteindre après les élections est peut-être un petit peu en train de déliter.

Et il est important, je crois que je l'ai dit aussi il y a deux semaines, de ne pas gâcher tout ce qui a été accompli jusqu'à présent et de préserver les acquis, cet acquis de cette transition de pouvoir, de cette passation de pouvoir et de tout mettre en œuvre pour pouvoir aller de l'avant.

Et j'en profite à cette occasion pour appeler à nouveau de tous nos vœux, la formation d'un gouvernement parce qu'il est important surtout dans le contexte sécuritaire que l'on vient de décrire, avec l'épidémie d'Ebola en plus, il est important de ne pas créer de vide et de ne pas créer d'espace. Et c'est la raison pour laquelle il est important qu'un gouvernement soit rapidement nommé et puisse rapidement commencer à travailler.

La Représentante spéciale du Secrétaire général était ces dernières semaines hors du pays, elle est revenue à Kinshasa et je peux vous assurer qu'elle a repris ses bons offices afin effectivement d'amener tout le monde dans le sens d'aller vers l'avant et pouvoir enfin, positionner le pays vers la voie du développement et d'un ancrage dans la démocratie.

Question 9

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : Mon Général, sans chercher à vous contredire, mais les Hema qui sont des Nilotiques estiment que ce sont eux qui sont stigmatisés. Mais il y a aussi un autre problème, dernièrement il y a eu l'opération dépôt des armes contre argent. Avec cette recrudescence des violences en Ituri, ne peut-on pas dire que cette opération-là n'a pas été une réussite ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Alors, restitution d'armes contre de l'argent, vous me pardonnerez d'exprimer ma méconnaissance mais je n'ai pas de connaissance d'une situation où on aurait demandé de rendre des armes et quelqu'un aurait donné de l'argent. J'avoue ma méconnaissance de ce volet. Ce qui est vrai, c'est qu'il existe un mécanisme de désarmement, démobilisation, réintégration et réinsertion et que ce mécanisme il faut le faire vivre. Il faut que ce mécanisme, pas seulement pour la province de l'Ituri, trouve sa pleine puissance partout où il y a des groupes armés qui ont été identifiés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO travaille beaucoup avec nos partenaires, les autorités congolaises pour pouvoir justement revitaliser ce dynamisme et voir comment ensemble nous pouvons engager ceux qui sont porteurs d'armes à les déposer. Mais déposer les armes n'est pas suffisant, c'est ensuite tout un travail de réinsertion dans le réseau économique, dans le réseau social que ces gens souhaitent avoir.

Et donc, nous avons vu des groupes armés, des gens qui venaient spontanément nous dire, on vient déposer nos armes, oui mais après il faut les réinsérer. Et c'est là où je crois que tout l'effort devra porter aujourd'hui. Permettre à ces communautés qui veulent sortir de la violence, leur permettre de s'inscrire durablement dans un modèle économique, dans un modèle social qui garantira la paix et la sécurité à leurs enfants, à eux même et à leurs voisins.

Sur les Hema, pourquoi voulez-vous que je pointe du doigt une communauté plutôt qu'une autre ? Je l'ai dit tout à l'heure, toutes les communautés ont été victimes de violence sans distinction.

Question 10

Gabriel Kashugushu/ Agence Congolaise de Presse/ Goma : [début de la question inaudible] On voit au Nord Kivu l'ADF, au Sud-Kivu le plateau de Minembwe, en Ituri, on voit même la Province orientale. Je voudrais demander au Général, quel conseil spécial vous pouvez donner au Gouvernement congolais pour mettre fin à cette situation qui semble même retarder le développement économique de la RDC ? Mais aussi, la MONUSCO va toujours rester en train d'observer ou cette fois-ci elle va aussi aller sur le terrain pour aider le gouvernement à amener la paix dans la région de l'est ?

Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] : Donc une question à deux volets. Je répondrai d'abord au deuxième point, celui du conseil. Je ne suis pas légitime à donner des conseils aux autorités de ce pays. Je crois que les autorités, comme on le disait tout à l'heure, la mise en place d'un gouvernement, sont celles qui ont la première responsabilité justement d'identifier les causes profondes des difficultés auxquelles ce pays fait face et de trouver les voies et moyens d'y répondre. Donc, je n'ai pas de conseil particulier à donner, ce n'est pas ma responsabilité.

En revanche, quand vous dites que vous avez la perception que la MONUSCO n'en fait pas assez, qu'elle est là en observateur, très sincèrement, je pense que oui, on peut comprendre parfois cette perception des choses mais elle est fautive. Rappelez-vous l'année dernière au mois de novembre lorsque la lutte contre Ebola devenait quasiment impossible dans la région de Beni à cause des attaques incessantes des ADF, lorsque nous-mêmes et les FARDC nous étions conspués et qu'on était agressé à coups de pierres parce qu'on nous disait vous n'en faites pas assez, au même moment nous étions en train de préparer une opération contre une base des ADF. Mais ça, vous ne pouviez pas le savoir.

Cette opération a eu lieu et on a neutralisé une base importante des ADF. Nous y avons perdu des soldats, les forces congolaises ont aussi perdu des hommes. Mais au bilan, quelques jours plus tard, la population venait manifester devant une de nos bases où était présente la Représentante spéciale pour nous remercier de notre action pour avoir permis justement de recréer ce lien de confiance et de neutraliser une base des ADF.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, vous voyez peut-être que les actions ne sont pas suffisamment nombreuses ou pas suffisamment visibles. C'est vrai qu'on peut toujours nous demander d'en faire plus. Maintenant je parle en tant qu'expert militaire, mener une opération dans cette zone c'est compliqué et ça ne se fait pas un matin en se réveillant, en disant, -tiens on va aller attaquer telle base- c'est un travail très délicat, très compliqué, et les pertes que nous avons connues en sont malheureusement la preuve.

Voilà, ce que nous faisons également à côté des militaires congolais actuellement en Ituri face à ce groupe armé où hier et aujourd'hui nous avons procédé à des attaques avec nos hélicoptères d'attaque pour neutraliser une position qui avait clairement été identifiée.

Mais voilà encore une preuve de ce que nous ne sommes pas inactifs et que quand ces situations l'exigent, eh bien on utilise la force sans état d'âme.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Général et merci à tous pour votre participation à cette conférence de presse. Nous nous retrouvons le 10 juillet prochain, belle semaine à tous.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28